

**La Méditerranée en ce début 2014 : faire face à un océan de désillusions !**  
**2012 avait ouvert de nombreux espoirs,**  
**2013 a éteint la plupart d'entre eux.**  
**On ne sait plus qu'espérer.**

Par Jean-François Coustillière, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

En effet, force est de constater que le monde arabo-méditerranéen offre largement l'aspect d'un paysage en ruines : Tunisie, Libye, Egypte, Syrie. Le Liban quant à lui risque d'être déstabilisé. Les pays qui n'ont pas été touchés par les révoltes ne sont pas pour autant indemnes. Les espoirs de 2011 ont laissé la place au chaos. Faut-il regretter les révoltes arabes ? Certainement pas. Le monde arabe est entré dans une phase historique d'adaptation au monde moderne qui en fait « l'homme malade » de notre époque. Il sortira quand il aura trouvé les solutions adaptées à ses aspirations.

Dans le même temps, les pays de l'Union européenne connaissent une crise profonde économique, sociale et politique qui remet en cause la solidarité même de l'UE : Grèce, Espagne, Chypre, Portugal, Italie ... Cette crise entraîne un retour sur eux-mêmes de ces pays réduisant de façon drastique toute ouverture à la coopération avec les voisins du Sud.

Enfin, deux dossiers brûlants et déstabilisants ne sont pas réglés : Syrie et Etat palestinien.

### **Un monde de désillusions**

Sur le **plan économique** au Sud comme au Nord les performances sont médiocres et les besoins des populations sont difficiles à satisfaire. Les régimes arabes méditerranéens n'ont pas été capables, depuis les indépendances, de conduire des politiques économiques adaptées, à l'exception peut être de la Turquie. Les pays européens de la Méditerranée semblent ne pas pouvoir entretenir le bénéfice apporté par le développement de l'Union européenne, seul succès concret de cette dernière.

**Les aspirations politiques nées des révoltes arabes ont été déçues**, néanmoins la Tunisie laisse encore nourrir quelques espoirs. Les sollicitations, notamment celles des monarchies, à l'égard de pays très éloignés des valeurs humaines, tels le Qatar et l'Arabie séoudite, montrent à quel point les régimes en place sont prêts à renoncer à leurs faibles avancées faites en matière de droits de l'Homme pour conserver leur pouvoir. Le Sud n'est pas le seul à oublier ses valeurs au profit d'intérêts mercantiles, certains pays occidentaux se gardent de toute critique de ces monarchies sur le plan des droits humains afin de pouvoir bénéficier de leur appui financier et, ainsi, soutiennent des mouvements aux visées terroristes voire des projets salafistes hégémoniques inspirés d'un Kalifa sunnite dominateur.

**La démographie au sud**, un temps contenue, **paraît reprendre sa croissance**, creusant le différentiel entre le Sud, et le Nord, dont les statistiques déclinent toujours. Le besoin de combler les déficits du Nord par un apport du Sud s'en trouve conforté sans réelle analyse alors même que les populations européennes manifestent toujours plus leur rejet de l'autre et que les mouvements d'extrême droite progressent en exploitant ce sentiment d'exclusion.

**Les arsenaux dans la région s'alourdissent** au Sud et à l'Est, soit du fait des conflits existants nourris par les puissances extérieures, soit par les trafics, soit enfin en raison des achats récents d'armes des pays riverains toujours en compétition. Dans le même temps les capacités militaires

des nations du Nord se réduisent. Cette évolution régionale n'est pas favorable à la paix de la région.

**Les trafics** (hommes, drogues, tabac, etc. ...) **créent des réseaux à caractère mafieux** qui déséquilibrent les économies et alimentent la criminalité.

Les tensions, crises et conflits existants ne se résolvent pas ; aucune solution d'amélioration n'est envisageable à court terme, en revanche **de nouveaux points d'achoppement sont identifiables autour de l'eau ou du gaz** tandis que de nouveaux conflits ont récemment éclaté en Syrie et en Libye. Enfin, cet ancien slogan « *la Méditerranée aux Méditerranéens* » que l'on pouvait entendre dans certaines rencontres autour du Bassin n'a jamais été aussi peu vérifiable.

**Les grandes puissances non riveraines sont, ou sont à nouveau, de plus en plus présentes** : Arabie séoudite, Chine, États-Unis, Iran, Qatar, Russie, etc., voire Union européenne dont les moyens d'influence sont déclinants. Ces ingérences sont rarement profitables à des solutions de compromis et à la paix.

La situation en Méditerranée, en ce début 2014, est donc réellement déprimante.

Au demeurant rien n'est jamais ni complètement noir, ni complètement rose.

### **Quelles démarches pourraient donner naissance à de véritables progrès vers la paix et la prospérité ?**

**L'affaire syrienne** ne pourra trouver de solution que si toutes les parties prenantes au conflit dans la région doivent se retrouver autour de la table de négociation ;

L'automne 2013, **sur l'affaire du nucléaire iranien**, a ouvert une nouvelle phase car la nécessité de faire bouger les choses s'est imposée. La perspective d'un règlement devrait créer une dynamique forte. En dépit des fortes tensions, il semble qu'Occidentaux, Russes et Chinois pourraient travailler ensemble ;

Le sentiment que **le partage des ressources** gazières doit être effectué par la négociation ;

La nécessité de **solidarité des pays européens** au sein de l'Union européenne ;

La perception d'**un rapprochement de la France avec l'Algérie**, notamment à l'occasion de la crise malienne, sous réserve que celui-ci ne soit pas remis en cause par des « plaisanteries » déplacées, partisans et inadéquates ;

La prise de conscience du caractère collectif de **la menace qui pèse sur la région saharienne et sub-saharienne** ;

L'évidence apparue en Tunisie qu'une nation ne peut réellement émerger que si toutes ses composantes, dans leurs particularités et leurs identités, sont prises en compte avec **tolérance et ouverture**.

Ces paramètres portent ainsi à penser que 2014 peut aussi nous apporter des pistes riches d'espoir et de novation, notamment en approfondissant et privilégiant les démarches :

- **de négociations** plutôt que d'ingérence ou d'hégémonie, en privilégiant une vue à long terme ;
- **de solidarité** face à la menace ou le risque, en faisant abstraction des réticences accessoires ;
- **d'ouverture** face à l'autre pour construire des nations généreuses, non exclusives.

**Ce sont ces trois démarches qu'il convient de privilégier dans nos rapports en Méditerranée dans cette période délicate et agitée.**

Les projets ambitieux embrassant un grand nombre de pays dans des projections globales et peu différenciées peuvent conserver leur caractère d'objectif à long terme, mais doivent aujourd'hui laisser la place à des démarches plus ciblées et plus opérationnelles.

Il est surtout inutile, au prétexte des difficultés rencontrées par les grands projets globalisants, tels le processus de Barcelone, de s'efforcer de les remplacer par des initiatives de nature quasi identique venant compléter l'existant avec les mêmes défauts (UpM). Il est préférable de renforcer les démarches répondant aux priorités identifiées, ainsi que le propose une partie du 5+5, mais également de créer les outils pertinents de négociation, élargis à toutes les parties en présence pour les conflits en cours (Syrie, Libye, etc.), ainsi que ceux d'assistance à l'émergence des nations en recherche d'équilibre selon leurs besoins propres (Tunisie).

Enfin, il serait très dommageable que l'Union européenne, constatant son impuissance face au monde arabo-méditerranéen, abandonne toute vision de l'avenir de ses relations avec cet espace pour se reporter sur l'Afrique sub-saharienne. Aussi important que puisse être cet enjeu, il ne se substituera pas au précédent.

Il est donc fortement souhaitable pour la Méditerranée de 2014 que les trois démarches proposées ci-dessus soient vraiment prises en compte par les hommes politiques de tous les pays de la région et qu'elles soient menées à bien...

***Jean-François Coustillère, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil***